

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	2 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	2 700 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française	100 frs
Etranger : Port en sus	

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Edito B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1983		
1er sept.	Ordonnance n° 83-6 portant approbation de divers accord de crédit de développement avec l'association internationale de développement.	2
1er sept.	Ordonnance n° 83-7 portant approbation d'un accord de prêt avec le fonds de l'OPEP.	2
15 sept.	Ordonnance n° 83-8 portant autorisation de contracter un emprunt.	2
15 sept.	Ordonnance n° 83-9 portant approbation d'un contrat de prêt et d'exécution d'un projet avec la Kreditanstalt für Wiederaufbau (K.F.W.)	3
15 sept.	Ordonnance n° 83-10 portant autorisation de passer des convention de prêt et d'apport avec la Kreditanstalt für Wiederaufbau.	3
15 sept.	Ordonnance n° 11 portant autorisation de passer une convention de prêt avec la communauté économique européenne.	3
28 sept.	Ordonnance n° 83-12 autorisant la ratification du protocole additionnel relatif à la non-agression (ANAD), signé à Yamoussoukro le 20 décembre 1982.	4

28 sept.	Ordonnance n° 83-13 autorisant la ratification du protocole additionnel relatif à l'assistance en matière de défense militaire (ANAD), signé à Yamoussoukro le 20 décembre 1982.	4
----------	--	---

DECRETS

1983		
12 sept.	Décret n° 83-145 modifiant le décret no 82-140 du 12 mai 1982.	4

ARRETES ET DECISIONS

1983		
22 sept.	Arrêté n° 41-MJ-CT1 portant désignation d'un lieu d'exécution de la peine de mort.	4

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de présélection (Renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville de Lomé).	4
Avis d'appel d'offres (Fourniture de matériel d'entretien routier).	5
Avis d'appel d'offres (Fourniture de carburants pour les subdivisions des travaux publics)	5
Banque Ouest Africaine de Développement (Bfians aux 30 avril 31 mai, 30 juin, 31 juillet et 31 août 1983)	6

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 83-6 du 1er septembre 1983 portant approbation de divers accords de crédit de développement avec l'association internationale de développement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 35 de la constitution ;

Vu la loi n° 82-13 du 30 décembre 1982 portant loi de finances pour la gestion 1983 ;

Vu le décret n° 82-211 du 30 septembre 1982 fixant la composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu ;

ORDONNE :

Article premier — Est approuvé l'accord de crédit de développement n° 1365-To, relatif au projet d'ajustement structurel d'un montant en diverses monnaies équivalent à dix huit millions quatre cent cinquante mille (18.450.000) droits de tirage spéciaux (DTS), signé le 17 juin 1983 à WASHINGTON DC (USA) entre la République togolaise et l'association internationale de développement (A.I.D.).

Article 2. — Est approuvé l'accord de crédit du fonds spécial n° SF-3-To, relatif au projet d'ajustement structurel d'un montant en diverses monnaies équivalent à dix huit millions quatre cent cinquante mille (18.450.000) droits de tirage spéciaux (DTS), signé le 17 juin 1983 à WASHINGTON DC (USA) entre la République togolaise et l'association internationale de développement (AID) en tant qu'administrateur du fonds spécial.

Article 3. — Est approuvé l'accord de crédit de développement n° 1354-To, relatif au projet d'alimentation en eau de la ville de Lomé d'un montant en diverses monnaies équivalent à dix millions neuf cent mille (10.900.000) droits de tirage spéciaux (DTS), signé le 17 juin 1983 à WASHINGTON DC (USA) entre la République togolaise et l'association internationale de développement (AID).

Article 4. — Le texte des accords objet des trois articles qui précèdent peut être consulté au ministère de l'économie et des finances.

Article 5. — Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 1er septembre 1983

Général G. Eyadéma

ORDONNANCE N° 83-7 du 1er septembre 1983 portant approbation d'un accord de prêt avec le Fonds de l'OPEP

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 35 de la constitution ;

Vu la loi n° 82-13 du 30 décembre 1982 portant loi de finances pour la gestion 1983 ;

Vu le décret n° 82-211 du 30 septembre 1982 fixant la composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est approuvé l'accord de prêt n° 331 P d'un montant de quatre millions (4.000.000) de dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD), destiné à financer un projet d'adduction d'eau de la ville de Lomé, signé le 26 mai 1983 à Vienne (Autriche) entre la République togolaise et le fonds de l'OPEP pour le développement international.

Le texte de l'accord de prêt peut être consulté au ministère de l'économie et des finances.

Article 3. — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 1er septembre 1983

Général G. Eyadéma

ORDONNANCE n° 83-8 du 15 septembre 1983 portant autorisation de contracter un emprunt

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 35 de la constitution

Vu la loi n° 82-13 du 30 décembre 1982 portant loi de finances pour la gestion 1983 ;

Vu le décret n° 82-211 du 30 septembre 1982 fixant la composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisé, un emprunt de un milliard deux cent millions (1.200.000.000) de francs CFA à contracter auprès de Banque Ouest Africaine de Développement dont le siège se trouve à Lomé B.P. 1172 en vue du financement partiel du projet d'approvisionnement en eau potable de la ville de Lomé.

Article 2. — M. Tété TEVI-BENISSAN, ministre de l'économie et des finances est habilité à signer la convention à intervenir entre les parties ainsi que tous autres documents y relatifs avec faculté de substitution ou de délégation.

Le texte de la convention pourra être consulté au ministère de l'économie et des finances.

Article 3. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République Togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 15 septembre 1983

Général G. Eyadéma

ORDONNANCE n° 83-9 du 15 septembre 1983 portant approbation d'un contrat de prêt et d'exécution d'un projet avec la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;
Vu l'article 35 de la constitution ;
Vu la loi n° 82-13 du 30 décembre 1982 portant loi de finances pour la gestion 1983 ;
Vu l'accord de coopération financière entre la République togolaise et la République Fédérale d'Allemagne signé à Lomé le 16 mai 1983 ;
Vu le décret n° 82-211 du 30 septembre 1982 fixant la composition du gouvernement ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est approuvé le contrat de prêt et d'exécution du projet n° AL 8267775 d'un montant de cinq millions cinq cent mille (5.500.000) deutsche mark (DM) destiné à l'acquisition d'un troisième remorqueur par le port autonome du Togo, contrat signé entre la République togolaise et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) à Francfort-sur-Main (RFA) le 22 août 1983.

Article 2. — Le texte du présent contrat de prêt et d'exécution peut être consulté au ministère de l'économie et des finances.

Article 3. — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au JOURNAL OFFICIEL de la République togolaise.

Lomé, le 15 septembre 1983
Général G. Eyadéma

ORDONNANCE n° 83-10 du 15 septembre 1983 portant autorisation de passer des conventions de prêt et d'apport avec la Kreditanstalt für Wiederaufbau

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;
Vu l'article 35 de la constitution ;
Vu la loi n° 82-13 du 30 décembre 1982 portant loi de finances pour la gestion 1983 ;
Vu le décret n° 82-211 du 30 septembre 1982 fixant la composition du gouvernement ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisé, le contrat de prêt d'un montant de treize millions cinq cent mille (13.500.000) deutsche mark à conclure entre la République togolaise et la Kreditanstalt für Wiederaufbau, Banque de la République Fédérale d'Allemagne pour la Reconstruction (KfW) ayant son siège à Francfort-sur-la-Main, en vue de l'extension des systèmes d'adduction d'eau dans les centres de Tabligbo, Bassar et Mango.

Article 2. — Est autorisée entre les mêmes parties, la convention d'apport d'une somme de un million cinq cent mille (1.500.000) deutsche mark destinée à créer

un fonds de financement d'études et autres interventions d'experts en République togolaise.

Article 3. — Est également autorisée entre les mêmes parties, la convention d'apport d'une somme de six cent mille (600.000) deutsche mark à retrocéder au port autonome de Lomé à titre de subvention, aux fins de prolongation de l'intervention de trois experts nautiques allemands dans le cadre du projet « Port de Lomé IV ».

Article 4 — M. Tété TEVI-BENISSAN, ministre de l'économie et des finances a pleins pouvoirs pour signer les conventions ci-dessus autorisées dont les textes pourront être consultés au ministère de l'économie et des finances.

Article 5. — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au JOURNAL OFFICIEL de la République togolaise.

Lomé, le 15 septembre 1983
Général G. Eyadéma

ORDONNANCE n° 83-11 du 15 septembre 1983 portant autorisation de passer une convention de prêt avec la communauté économique européenne

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;
Vu l'article 35 de la constitution ;
Vu la loi n° 82-13 du 30 décembre 1982 portant loi de finances pour la gestion 1983 ;
Vu le décret n° 82-211 du 30 septembre 1982 fixant la composition du gouvernement ;
Le conseil des ministres entendu ;

ORDONNE :

Article premier — Est autorisé, le contrat de prêt d'un montant de deux millions trois cent mille (2.300.000) ECUS soit sept cent quarante sept millions cinq cent mille (747.500.000) francs CFA à conclure entre la République togolaise et la communauté économique européenne (CEE) en vue de contribuer au financement des travaux de construction de la route bitumée Avépozo-Hillankondji, de l'entretien de l'élargissement et du renforcement de la route Aflao-Avépozo et de certains secteurs des routes Lomé-Kpalimé et Atakpamé-Blitta.

Art. 2 — M. Tété Tevi-Bénissan, ministre de l'économie et des finances est habilité à signer la convention à intervenir entre les parties convention dont le texte peut être consulté au ministère de l'économie et des finances.

Art. 3 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 15 septembre 1983
Général G. Eyadéma

ORDONNANCE n° 83-12 du 28 septembre 1983 autorisant la ratification du protocole additionnel relatif à la non-agression (ANAD), signé à Yamoussoukro le 20 décembre 1982.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;
Vu l'article 35 de la constitution ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification du protocole additionnel relatif à la non-agression (ANAD), signé à Yamoussoukro le 20 décembre 1982.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 28 septembre 1983
Général G. Eyadéma

ORDONNANCE n° 83-13 du 28 septembre 1983 autorisant la ratification du protocole additionnel relatif à l'assistance en matière de défense militaire (ANAD), signé à Yamoussoukro le 20 décembre 1982.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;
Vu l'article 35 de la constitution ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification du protocole additionnel relatif à l'assistance en matière de défense militaire (ANAD), signé à Yamoussoukro le 20 décembre 1982.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 28 septembre 1983
Général G. Eyadéma

DECRETS

DECRET n° 83-145 du 12 septembre 1983 modifiant le décret n° 82-14- du 12 mai 1982

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en son article 15 ;
Vu le décret n° 61-26 du 16 mars 1961 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires de la République togolaise et les textes modificatifs subséquents ;
Vu le décret n° 62-53 du 5 avril 1962 portant classement des fonctionnaires de la République togolaise,

DECRETE :

Article premier — L'article 2 du décret n° 82-140 du 12 mai 1982, rapportant le décret n° 77-105 du 5 avril 1977 ayant fixé la rémunération du secrétaire administratif du Rassemblement du Peuple Togolais (R.P.T.) est modifié comme suit :

Article 2 nouveau — M. Eklo Yao Kunalè, secrétaire administratif du Rassemblement du Peuple Togolais (R.P.T.) et ancien ministre sera désormais rémunéré selon l'indice de son grade de fonctionnaire.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui aura effet pour compter de sa date de signature et sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 12 septembre 1983
Général G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE GARDE DES SCEAUX

ARRETE n° 41-MJ-CT1 du 22 septembre 1983 portant désignation d'un lieu d'exécution de la peine de mort.

LE GARDE DES SCEAUX MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu l'article 18 du code pénal ;
Vu le jugement n° 1 du 20 septembre 1983, rendu par le tribunal spécial chargé de la répression des crimes de sang flagrants ;
Vu les rejets en date du 22 septembre 1983 par le président de la République des recours en grâce formés par les conseils des nommés Kangni Assiongbon et Achignon Kokou,

ARRETE :

Article premier — Le champ de tirs d'Agouényivé est désigné pour l'exécution des nommés Kangni Assiongbon et Achignon Kokou condamnés à mort le 20 septembre 1983 par le tribunal spécial chargé de la répression des crimes de sang flagrants pour assassinat.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 septembre 1983
A. M. Ajavon

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS DE PRESELECTION

OBJET :

Dans le cadre des travaux de renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville de Lomé le gouvernement de la République togolaise lance un avis de présélection des entreprises pour les lots suivants :

Lot 1A :

- * Forages d'exploitation au Maestrichtien.
- * Forages d'exploitation au Continent Terminal.

Lot 1B :

- * Sondages de reconnaissance et forages d'exploitation au Paléocène.
- * Sondages de reconnaissance au Maestrichtien.
- * Sondages de reconnaissance au Continent Terminal.

FINANCEMENT DES TRAVAUX

Les travaux objets du présent avis de présélection sont conjointement financés par :

- * L'association internationale de développement (AID) et l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le lot 1A.

- * La caisse centrale de coopération économique (CCCE) pour le lot 1B.

PARTICIPATION A LA PRESELECTION

La participation à la présélection est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales ou groupements ressortissants :

- * des pays membres de la Banque Mondiale de la Suisse ou de Taiwan pour le lot 1A.
- * du Togo ou de tout autre pays de la zone franc pour le lot 1B.

ACQUISITION DES DOSSIERS

Les dossiers de présélection rédigés en langue française seront envoyés, par avion, contre chèque de quarante mille (40.000) francs CFA soit huit cent (800) francs français par :

- la régie nationale des eaux du Togo
B.P. 1301 Lomé (Togo) — Tél : 5004 RNET TO.
- ou la SAFEGE ingénieurs conseils
76, Rue des Suisses 92 000 Nanterre (France)
Tél : SAGETOL 612611 F.

ENVOI DES CANDIDATURES

Les entreprises ou groupements d'entreprises désireux de participer à l'appel d'offres ultérieur devront faire parvenir leur dossier de candidature à la présélection en langue française en quatre exemplaires par avion recommandé avec accusé de réception ou dépôt contre accusé de réception à l'adresse suivante :

M. le directeur général de la RNET
B.P. 1301 Lomé — (Togo).

En outre l'enveloppe contenant le dossier devra porter la mention :

« Alimentation en eau potable de la ville de Lomé
Travaux de première tranche — Lot (s) 1A ou (et) 1B ».

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE

Les candidatures à la présélection doivent parvenir au plus tard le 4 novembre 1983 à 11 heures locales (GMT), date de clôture, à l'adresse ci-dessus indiquée.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire peut être obtenu auprès :

- * de la direction générale de la régie nationale des eaux du Togo B.P. 1301 Lomé — (Togo)
Tél : 21-38-25, 21-50-25 ou 21-34-81
Tél : 5004 RNET TO.
- * de la direction de l'hydraulique et de l'énergie
B.P. 335 Lomé — (Togo)
Tél : 21-09-06 ou 21-11-01 Poste 213.

**Le Directeur de l'Hydraulique
et de l'Energie,
A. G. OSSENI**

**Le Directeur Général de la Régie
Nationale des Eaux du Togo,
Y. BADJO**

BUDGET GENERAL

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La direction des travaux publics fait appel à la concurrence pour la fourniture de matériel d'entretien routier, répartie en deux (2) lots :

Lot n° 1 — Un (1) chargeur sur pneu, d'environ 125 CV

Lot n° 2 — Un (1) tracteur agricole, d'environ 80 CV

Les soumissions devront parvenir à la Présidence de la République, secrétariat de la commission consultative des marchés, le 21 octobre 1983 avant 11 heures locales.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront délivrés par la direction des travaux publics (Bureau des Marchés) contre remise d'un bon de fourniture pour une boîte de soudure,

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au chef de l'arrondissement parc et matériel.

Lomé, le 21 septembre 1983

**Le Directeur des travaux publics
N. AYEVA**

AVIS D'APPEL D'OFFRES

POUR LA FOURNITURE DE CARBURANTS POUR LE SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS DU TOGO

Le service des travaux publics lance un appel d'offres pour la fourniture des carburants (essence et gas-oil) nécessaires au fonctionnement pendant l'année 1984 du parc automobiles et engins des subdivisions des travaux publics :

- de Lomé
- Parc et matériel à Tokoin
- d'Atakpamé
- de Sokodé
- de Kara
- de Mango.

Le devis programme de ces fournitures ainsi que tous renseignements complémentaires pourront être demandés à la direction des travaux publics à Lomé (bureau des marchés), contre remise d'un bon de fourniture pour trois (3) paquets de papier duplicateur 21 x 29,7.

Les soumissions rédigées suivant la forme indiquée au devis-programme devront parvenir, par pli recommandé, ou être déposées le 21 octobre 1983 avant (11) heures GMT à l'adresse suivante :

M. le président de la commission consultative des marchés, Présidence de la République à Lomé.

L'ouverture des plis, qui ne sera pas publique, aura lieu dans la salle de réunion de la commission consultative des marchés.

Lomé, le 21 septembre 1983

**Le directeur des travaux publics,
N. Ayeva**

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

BP. 1172 LOME (TOGO)

SITUATION AU 30 AVRIL 1983

ACTIF		PASSIF	
INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Caisse et Banque Centrale	8 576 610 747	Comptes d'ordre et divers	207 514 426
Banques et correspondants	788 570	Emprunts	4 314 130 099
Opérations bancaires	15 799 076 326	Provisions	210 903 865
Participations	405 000 000	Fonds affectés	6 145 614 841
Comptes d'ordre et divers	60 579 392 189*	Dotations non affectées	7 985 000 000
Immobilisations nettes	3 039 866 246	Subventions construction siège (nettes)	2 537 215 231
		Réserves	2 942 297 220
		Capital	63 500 000 000
		Résultat	558 058 396
	88 400 734 078		88 400 734 078

* dont « Actionnaires, Capital non libéré » : 55 900 000 000

« Dotations à Recevoir » : 4 500 000 000

DETERMINATION DU RESULTAT NET PROVISOIRE DE L'EXERCICE 1982 — 1983

Résultat Net	558 058 396	Résultat d'Exploitation	492 036 943
		Résultat Hors Exploitation	65 954 782
		Plus-value de Cession	66 671
	558 058 396		558 058 396

SITUATION AU 31 MAI 1983

Caisse et Banque Centrale	8 562 054 030	Comptes d'ordre et divers	224 562 783
Banques et correspondants	796 737	Emprunts	4 360 288 949
Opérations bancaires	15 899 969 640	Provisions	210 181 727
Participations	405 000 000	Fonds affectés	6 133 497 239
Comptes d'ordre et divers	60 658 266 749*	Dotations non affectées	7 985 000 000
Immobilisations nettes	3 015 440 367	Subventions construction siège (nettes)	2 527 841 631
		Réserves	2 942 297 220
		Capital	63 500 000 000
		Résultat	657 857 974
	88 541 527 523		88 541 527 523

* dont « Actionnaires, Capital non libéré » : 55 900 000 000

« Dotations à Recevoir » : 4 500 000 000

DETERMINATION DU RESULTAT NET PROVISOIRE DE L'EXERCICE 1982 — 1983

Résultat Net	657 857 974	Résultat d'Exploitation	582 165 853
		Résultat Hors Exploitation	75 603 974
		Plus-value de Cession	88 147
	657 857 974		657 857 974

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

BP. 1172 LOME (TOGO)

SITUATION AU 30 JUIN 1983

ACTIF		PASSIF	
INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Caisse et Banque Centrale	8 097 774 111	Comptes d'ordre et divers	215 850 333
Banques et correspondants	796 737	Emprunts	4 236 094 229
Opérations bancaires	16 221 988 751	Provisions	210 181 727
Participations	405 000 000	Fonds affectés	6 118 717 381
Comptes d'ordre et divers	60 733 416 620*	Dotations non affectées	7 985 000 000
Immobilisations nettes	2 996 453 089	Subventions construction siège (nettes)	2 518 468 031
		Réserves	2 942 297 220
		Capital	63 500 000 000
		Résultat	728 820 387
	88 455 429 308		88 455 429 308

* dont : Actionnaires, Capital non libéré : 55 900 000 000

• Dotations à Recevoir : 4 500 000 000

DETERMINATION DU RESULTAT NET PROVISOIRE DE L'EXERCICE 1982 — 1983

Résultat Net	728 820 387	Résultat d'Exploitation	643 201 383
		Résultat Hors Exploitation	85 530 857
		Plus-value de Cession	88 147
	728 820 387		728 820 387

SITUATION AU 31 JUILLET 1983

Caisse et Banque Centrale	8 309 616 855	Comptes d'ordre et divers	244 999 314
Banques et correspondants	805 506	Emprunts	4 328 267 998
Opérations bancaires	16 362 559 462	Provisions	210 181 727
Participations	405 000 000	Fonds affectés	6 103 162 429
Comptes d'ordre et divers	60 556 666 338*	Dotations non affectées	7 985 000 000
Immobilisations nettes	2 985 596 622	Subventions construction siège (nettes)	2 509 094 431
		Réserves	2 942 297 220
		Capital	63 500 000 000
		Résultat	797 241 664
	88 620 244 783		88 620 244 783

* dont : Actionnaires, Capital non libéré : 55 900 000 000

• Dotations à Recevoir : 4 500 000 000

DETERMINATION DU RESULTAT NET PROVISOIRE DE L'EXERCICE 1982 — 1983

Résultat Net	797 241 664	Résultat d'Exploitation	702 102 675
		Résultat Hors Exploitation	95 050 842
		Plus-value de Cession	88 147
	797 241 664		797 241 664

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

BP. 1172 LOME (TOGO)

SITUATION AU 31 AOUT 1983

ACTIF		PASSIF	
INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Caisse et Banque Centrale	8 053 199 694	Comptes d'ordre et divers	275 282 617
Banques et correspondants	705 506	Emprunts	4 309 818 430
Opérations bancaires	16 575 168 719	Provisions	210 181 727
Participations	405 000 000	Fonds affectés	6 087 474 075
Comptes d'ordre et divers	60 667 297 514*	Dotations non affectées	7 985 000 000
Immobilisations nettes	2 961 536 144	Subventions construction siège (nettes)	2 499 720 831
		Réserves	2 942 297 220
		Capital	63 500 000 000
		Résultat	853 132 677
	88 662 907 577		88 662 907 577

* dont « Actionnaires, Capital non libéré » : 55 900 000 000

« Dotations à Recevoir » : 4 500 000 000

DETERMINATION DU RESULTAT NET PROVISOIRE DE L'EXERCICE 1982 — 1983

Moins — Valeur de Cession	260 000	Résultat d'Exploitation	768 233 089
Résultat Net	853 132 677	Résultat Hors Exploitation	85 159 588
	853 392 677		853 392 677